

prétendait expulser de la colonie tous ceux qui n'auraient pas reçu leur titre de lord Selkirk.

Toutefois, la première année qui suivit l'arrivée des colons ne fut pas orageuse. La compagnie du Nord-Ouest avait pour bourgeois à la Rivière Rouge Alexander McDonnell, cousin et beau-frère du gouverneur. Ces liens de famille exercèrent un tempérament sur les rapports entre les deux compagnies et Alexander McDonnell fournit même des provisions aux colons. Cette trêve fut de courte durée.

Simon McGillivray, l'âme dirigeante de la compagnie du Nord-Ouest, ne tarda pas à laisser échapper le cri du cœur et à laisser percer la pensée intime qui l'obsédait. Le 9 avril 1812, parlant du projet de colonisation de Selkirk, il écrivait ces paroles significatives: "Il faut le forcer à abandonner cette idée là." De son côté, Selkirk entendait bien faire respecter ses droits de propriétaire, avec toutes les conséquences qu'ils comportaient pour la compagnie rivale. C'est ainsi que le 18 juin 1812, il écrivait à Wm. Hillier, agent de la compagnie de la baie d'Hudson, d'avertir les chefs de la compagnie du Nord-Ouest que les terres lui appartiennent, qu'ils doivent les abandonner, qu'ils n'ont aucun droit de couper du bois de chauffage ou de construction, que le bois déjà coupé doit être saisi et les bâtisses détruites, qu'il leur est également défendu de pêcher et que leurs rêts doivent être saisis. Il terminait cette lettre par les paroles suivantes qui se passent de commentaires: "Faites respecter nos droits de propriétaire sans scrupule partout où vous avez la force physique suffisante pour atteindre cette fin." Bref, lord Selkirk réclamait le sol avec tout ce qu'il produit ou contient, comme les seigneurs du moyen âge, arbre, plante, gibier, pierre qui roule et onde qui coule. Cette provocation en détermina une autre dans le camp opposé. John Pritchard, qui était en charge du fort Gibraltar, aux fourches de la Rivière Rouge, se mit à acheter toutes les provisions qu'il put trouver, pendant l'hiver de 1813-1814. Le poste de Pembina, qui avait été abandonné, fut rétabli dans le but également de mettre la main sur les provisions. Pritchard couvrit sa démarche du prétexte que cette mesure de précaution s'imposait à cause de la guerre avec les États-Unis. A ses intimes, il dévoilait sa pensée et leur confessait que le but visé était la ruine de la colonie par la famine. Le 8 janvier 1814, le gouverneur lança une proclamation défendant d'emporter des provisions en dehors de la colonie, pendant un an, sous peine de faire arrêter tout délinquant et de confisquer ses effets. Cette mesure peut paraître arbitraire à première vue, mais si l'on considère que la guerre avec les États-Unis avait rendu l'approvisionnement de la colonie, difficile et incertain et que les colons